

Société des paris sportifs

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Blaikie: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

M. le vice-président: Le député de Winnipeg-Birds Hill invoque le Règlement.

M. Blaikie: Le député a fait une observation et il m'a aussi posé une question. Il m'a demandé si j'étais disposé à faire preuve de la persévérance des saints, et je voudrais répondre à cette question.

M. le vice-président: Très bien. Le député de Winnipeg-Birds Hill a la parole.

M. Blaikie: Monsieur le Président, je vois que les ministériels rivalisent de plus en plus pour ce qui est de répondre du tac au tac aux questions qui leur sont posées. On voit maintenant des députés, jusqu'ici connus pour leur sérieux, qui sans mériter l'accusation de narcissisme, empruntent maintenant au premier ministre (M. Mulroney) l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et ont perdu toute aptitude à traiter sérieusement les questions importantes.

J'ai dit que les propos du député étaient de nature théologique. Peut-être ne me suis-je pas suffisamment expliqué. Il s'est lancé dans un discours sur les domaines dont nous tirons notre force, et il a dit qu'elle venait uniquement de décisions personnelles. Donc, à en croire le député, nous aurions le loisir de bombarder nos gens de toutes sortes de campagnes de marketing, de publicité et d'images, suivant l'axiome sans doute que l'éthique est purement personnelle. En supposant que les gens vont supporter tout cela tranquillement, comme le député croit mordicus qu'ils vont pouvoir le faire. Moi, je pense autrement. Je pense que le domaine d'application de l'éthique est aussi bien social que personnel, et que nous avons la charge de poser des jugements quant à la nature de la publicité, des stratégies commerciales et de diverses autres choses que nous autorisons en tant que Parlement. C'est pour cela que nous sommes ici. Nous sommes ici parce que la décision n'a pas pour seul domaine d'application celui de la décision personnelle.

M. le vice-président: La parole est au député de Surrey-White Rock-Delta-Nord pour une observation.

M. Friesen: Je dirai simplement au député que je ne suis pas du tout persuadé que le public soit naturellement, ou uniformément, qualifié pour prendre toutes ces décisions, ni qu'il prendrait les bonnes décisions. Mais, Dieu merci, dans un pays de liberté nous avons aussi le droit de nous tromper, de prendre de mauvaises décisions et, espérons-le, de tirer les leçons de ces mauvaises décisions.

• (1610)

En second lieu, je préfère que, s'il y a de mauvaises décisions à prendre, chacun les prenne pour soi-même plutôt que de les faire prendre par autrui. Voilà l'ennui avec un gouvernement centralisateur qui veut légiférer sur tout pour éviter aux gens de se tromper. Le gouvernement tient absolument à imposer des règlements qui empêchent les gens de se tromper. C'est cela le travers socialiste.

M. Thacker: Monsieur le Président, j'aimerais que mon collègue d'en face me dise quel système il instaurerait à la place de l'économie de marché et de la publicité? A titre

d'observation je dirai, monsieur le Président, que c'est par le planisme central qu'il les remplacerait. Il est certain que l'économie de marché disparaîtrait, parce qu'il y aurait ici à Ottawa une bureaucratie centrale dirigée par le député, bien sûr, qui dirait combien d'acres de terre il faut emblaver et, comme en Union soviétique, quand juillet arriverait et qu'il y aurait des pluies et que personne ne pourrait semer, il faudrait quand même semer parce que le député et ses collègues du Nouveau parti démocratique en auraient décidé ainsi. Ce parti cherche à tout centraliser, ce qui va à l'encontre des libertés individuelles pour lesquelles nos ancêtres se sont battus, des libertés que nous n'abandonnerons jamais!

M. Blaikie: Monsieur le Président, je remarque que le parti d'en face nous sert toujours la même version de l'histoire du Canada et qu'il nous chantait déjà le même refrain lorsqu'il siégeait de ce côté-ci. En fait, il reste encore quelques-uns des députés en question. Nous espérons toutefois qu'ils sont un peu plus intelligents, du moins les nouveaux députés.

M. Orlikow: Je n'y compterais pas trop.

M. Blaikie: Nous entendons seulement parler des libertés individuelles, monsieur le Président. Nous n'entendons jamais dire que le gouvernement a dû intervenir, qu'il y a eu le CP, qu'il a fallu créer toutes sortes de sociétés et d'institutions, prendre des tas d'initiatives sociales pour bâtir notre pays. Nous n'en entendons jamais parler, et surtout pas par le député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker), car ce dernier fait preuve de paranoïa dès qu'il voit quelque chose qui lui semble être à gauche d'Atilla le Hun. Tout ce que le député entend vient lui confirmer l'existence d'un vaste complot communiste. Il n'y a donc pas lieu de prendre sa question au sérieux.

M. le vice-président: La Chambre est-elle prête à poursuivre le débat?

L'hon. Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur)): Monsieur le Président, en écoutant les observations de notre collègue néo-démocrate socialiste, que j'ai écouté très attentivement, je ne me suis pas rendu compte qu'il parlait du projet de loi à l'étude. Il a abordé de nombreux sujets qui n'avaient rien à voir avec cette mesure. Le fait est que le député n'a absolument pas compris ce qui se passait ici aujourd'hui, alors qu'il est là depuis suffisamment de temps pour se rendre compte de ce qui se passe.

Je devrais peut-être répéter ce que prévoit le projet de loi et pourquoi le gouvernement a finalement pris la décision qui s'imposait en abolissant la Société canadienne des paris sportifs. Il l'a fait pour de nombreuses raisons. La première et la principale, bien sûr, c'est qu'en 1979 le gouvernement fédéral avait conclu avec les provinces un accord confiant à ces dernières la juridiction sur les loteries. Le député n'y a pas fait allusion. Afin d'établir un climat de coopération entre le gouvernement fédéral et les provinces—au lieu du climat d'affrontement que le gouvernement libéral avait créé depuis une dizaine d'années ou davantage—nous avons décidé de dissoudre la Société de paris sportifs et nous voulons maintenant légiférer pour sanctionner cette décision de façon à faire régner l'harmonie entre notre gouvernement et les provinces.